

HEURINGHEM

Les opposants à la porcherie redonnent de la voix face aux agriculteurs

L'Association intervillages pour un environnement sain (AIVES) refait entendre la voix des opposants au projet de porcherie industrielle, lors d'une réunion publique qui s'est tenue vendredi. Un collectif du syndicat agricole FDSEA s'est invité à la soirée. Tout le monde a pu s'exprimer. Mais le dialogue a fini par tourner en eau de boudin.

PAR DAVID MONNERY
saintomer@lavoixdunord.fr

1 Pourquoi une nouvelle réunion ? Montrer qu'ils existent, et qu'ils sont nombreux. Le docteur Jean-Michel Jedraszak, président d'AIVES, a expliqué qu'il « pensait que le préfet allait prendre une décision qui nous serait favorable juste après les élections à la chambre d'agriculture. Or la FDSEA a fait du lobbying auprès du ministère de l'Agriculture lequel a demandé au préfet de retarder sa décision ». AIVES, forte de ses 600 adhérents et de 5 500 signatures de soutien « obtenues en seulement quelques jours », veut donc se relancer dans la bataille. Et faire pression à son tour. D'autres opérations suivront, à commencer par la participation à une manifestation nationale contre l'élevage intensif le 3 mars à Paris.

2 La contestation. Elle repose sur deux points. D'abord un travail détaillé préparé par Jean-



Le président d'AIVES, Jean-Michel Jedraszak, face à Christian Durlin président de la FDSEA 62.

Michel Jedraszak pour dénoncer les risques environnementaux de ce projet. Il y a la problématique des failles géologiques sous les champs où seront épandus les lisiers, et au droit de la porcherie elle-même, qui accentue le risque de pollution de la nappe, selon le président d'AIVES. « Depuis l'affaire des perchlorates, nous avons la preuve que l'étanchéité n'est pas totale entre les eaux de surface et la nappe. » Et de nombreux champs d'épandage sont si-

« Pourquoi ne pas l'avoir fait ailleurs, où il y a plus de place et moins d'habitations ? »

tués en zones inondables, assure le médecin. Par ailleurs, les treize tonnes d'ammoniac libérées chaque année par la porcherie constituent également à ses yeux un danger



d'autant plus important qu'il se situe à proximité de zones classées Natura 2000. Le phénomène de pluies acides que l'ammoniac risque d'engendrer pourrait être néfaste aux nombreuses espèces protégées qui y trouvent refuge, à commencer par le fameux triton qui trône sur le blason d'Heuringhem. Enfin, il estime que les meilleures techniques disponibles n'ont pas été employées pour limiter les nuisances, « ce qui aurait été la moind-

re des choses pour implanter un tel projet à proximité des habitations ». Car c'est bien là l'autre aspect de l'argumentation des opposants qui craignent évidemment pour leur cadre de vie. « Pourquoi ne pas l'avoir fait ailleurs, où il y a plus de place et moins d'habitations ? », déplore en substance un riverain.

3 La confrontation. « A la campagne, il y a des agriculteurs ! », répondent les membres de la délégation de la FDSEA. « Mais la cohabitation se passe très bien actuellement », rétorque Jean-Michel Jedraszak pour montrer que seul ce projet est remis en cause. « Cette porcherie n'est pas industrielle puisqu'elle n'emploiera qu'une seule personne », soutient Christian Durlin, président départemental de la FDSEA. Le projet prévoit néanmoins 300 truies pour 4 500 cochons élevés. « C'est quatre fois moins que ce qui se fait en Belgique, c'est un élevage tout à fait normal », expliquent les agriculteurs en avançant que, comme tout secteur d'activité, l'agriculture s'adapte aux notions de rentabilité et de productivité. « Il y avait 3 000 éleveurs de porcs il y a trente ans, il en reste 300 aujourd'hui. Les nuisances sont concentrées en moins d'endroits. » Les arguments s'échangent sans dialogue possible. AIVES milite désormais pour un autre modèle d'agriculture, et réclame même une loi sur l'interdiction des élevages intensifs. Ou comment un projet dans un village se transforme en question de société. ■